

Questions directrices

L'OBJECTIF DU SÉMINAIRE est d'échanger sur **les notions, concepts et méthodes de l'analyse de l'intégration régionale des différents chercheurs et différentes disciplines**. On rappelle qu'on entend ici par « régions » les grands ensembles plurinationaux comme l'Union européenne, l'Alena etc., l'Axe du GIS ayant décidé de partir de la définition *institutionnelle* des régions afin de mettre sur pied une grille de lecture commune de ces territoires.

Comme le disait notre précédente note d'invitation à ce séminaire, l'intégration régionale est un corolaire de la globalisation. Nous nous inscrivons dans les travaux scientifiques qui montrent que l'internationalisation des échanges (humains, matériels, informationnels) et/ou sa prise en compte dans la gestion des territoires (par exemple la prise en compte croissante des flux transnationaux de matières avec l'approche environnementale des territoires) n'a pas seulement une dimension globale mais aussi une dimension régionale. *C'est bien la dialectique entre globalisation et régionalisation qui rend compte de l'internationalisation des échanges*, même si les travaux scientifiques et l'opinion publique se sont, depuis une vingtaine d'année, intéressés à la première bien davantage qu'à la seconde. Avec la citrique grandissante d'une globalisation mal régulée voire non régulable, le crédit de la régionalisation – mieux maîtrisable et promouvant des circuits plus courts – ne cesse de croître.

Le programme interdisciplinaire MISTRALS (Mediterranean integrated studies at regional and local scales¹) consacré à l'environnement dans le bassin méditerranéen, montre que les **sciences de la vie et de la terre** (climatologues, hydrologues, biologistes, chimistes...) sont intéressées par ces questions régionales, parce que leurs objets, à la fois, peuvent être régis par la proximité (pollutions...) et transcendent les frontières nationales. La question est de savoir comment ils définissent le gabarit de leur région, ici le « bassin méditerranéen » (par exemple comme 80% de la pollution de l'eau en Méditerranée est d'origine terrestre, il faut élargir la Méditerranée à ses bassins hydrographiques ce qui amène... jusqu'au Rwanda pour le Nil !).

Ceux qui se sont sans doute le plus tôt penchés sur cette question des intégrations régionales sont les **économistes**, notamment en se demandant quelle pouvait être la configuration optimale de regroupements nationaux. Robert Mundell recevra le prix Nobel d'économie pour ses travaux sur les « zones monétaires optimales » dans les années 1960. L'opportunité d'une union monétaire dépendant du degré d'homogénéisation des économies concernées, l'accent est mis ici sur les critères de l'« homogénéité » (en l'occurrence, diversification du système productif afin d'éviter des chocs asymétriques entre pays de la même zone, mobilité des facteurs de production – travail et capital – et possibilité pour les marchés de s'équilibrer en cas de chocs, existence d'un budget fédéral pour répondre à un éventuel choc dans un pays de la zone, en remplacement de l'ajustement par le taux de change des monnaies) ; l'Europe, au regard de ces critères, ne serait du reste pas considérée comme une « ZMO » !

L'Europe ayant, pour ce qui concerne le 20^{ème} siècle, été la pionnière des intégrations régionales, beaucoup d'économistes ont travaillé sur ce territoire, comme Béla Balassa qui, à la suite de Mundell, caractérisait les étapes de ce qui pourrait devenir une véritable intégration européenne (zone de libre-échange, union douanière, marché commun, union économique et monétaire, union politique). Il n'y a pas de doute que les **historiens** auraient beaucoup à apporter sur les critères qui permettraient de dire si l'Europe était « intégrée » au temps de l'antiquité romaine ou de la Chrétienté. Il n'y a pas de doute non plus que, en tout état de cause, ces travaux reposent sur des aprioris quant à la définition géographique de la « région » européenne. Comme le signalait la première note de présentation du séminaire, la définition institutionnelle et la définition fonctionnelle d'une « région » ne correspondent pas ; par surcroît, leur écart n'est pas le même selon les époques considérées.

De nombreux travaux d'économistes plus récents portent sur la mesure des intégrations régionales, parfois avec des aprioris géographiques plus que questionnables. Par exemple Hirata, Kose et Otok² comparent les dynamiques respectives de la globalisation et de la régionalisation des échanges commerciaux, mais en partant d'une définition des régions sujette à caution : « North America » Mexique compris c'est-à-dire dans la géographie de l'Alena, « Europe » avec la Turquie mais... sans les Peco, « MENA » Israël et Iran compris mais

¹ <http://www.mistrals-home.org/spip/?lang=fr>

² Hirata H., Kose M.A. and Otok C., 2013, "Regionalization vs. Globalization", IMF Working Paper, Research Department, available at SSRN <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2197892>, FRB of St. Louis Working Paper No. 2013-002A. On ne donne ces références bibliographiques qu'à fins d'illustration, il ne s'agit pas ici de faire un état de la question.

sans l'Irak. Outre les échanges (qui sont le plus souvent étudiés en mobilisant un modèle gravitaire), les économistes travaillent sur la « convergence » au sein d'une région, à travers deux notions : (i) la « convergence nominale », qui relève des objectifs explicites que ce sont donnés plusieurs pays voulant bâtir une région commune (dans le cas de l'Union européenne ce sont les « critères de Maastricht » : inflation, déficit et dette publics...) ; (ii) la « convergence réelle », beaucoup plus difficile à mesurer puisqu'elle fait référence à la convergence des niveaux de vie et des structures économiques. Cette notion de convergence est au cœur de la politique européenne à la fois d'adhésion et de voisinage, puisqu'il s'agit de faire adopter aux pays voisins tout ou partie de l'acquis communautaire. On remarquera que cet objectif de convergence n'est pas le principal but poursuivi par les intégrations nord-américaine ou est-asiatique. De Lombaerde, Pietrangeli et Weeratunge³ ont passé en revue cette variété des approches économiques de l'intégration régionale. Une des distinctions principales différencie une intégration « superficielle » (libre-échange) d'une intégration « en profondeur » : recul des barrières non tarifaires, harmonisation des normes techniques et commerciales, connexion logistique et énergétique, coopération productive et partage de la chaîne de valeur, transferts de technologie et coopération en matière de formation, libre-circulation voire libre installation des personnes, coopération environnementale etc. – une « profondeur » dont on voit qu'elle peut être plus ou moins grande, et dont on comprend qu'elle est plus aisément abordée par les économistes institutionnalistes que par les économètres du *mainstream*.

L'intégration profonde a beaucoup à voir avec les territoires locaux, car les transports, l'énergie ou l'environnement ont une dimension territoriale essentielle. L'apport des **géographes** est ici précieux, notamment depuis les années 1990 car la multiplication des Accords commerciaux régionaux a relancé et reformulé la traditionnelle « géographie régionale ». Alors que la Géographie Universelle avait distingué entre Asie du Nord Est et Asie du Sud-Est, les travaux du groupe de recherche sur les Nouvelles organisations régionales en Asie orientale (Norao⁴) ont pris un parti résolument régional de l'intégration en cours entre pays du Nord-Est et du Sud-Est asiatique, que signalait alors le partenariat inter-gouvernemental « Asean Plus Three » lancé entre les pays de l'Asean, la Chine, le Japon et la Corée du Sud après la crise financière asiatique de 1997-1998. Dans cette période les travaux interdisciplinaires avec forte participation de géographes se multiplient sur d'autres régions du monde (voir par exemple Azuelos, Cosio-Zavala et Lacroix sur l'Alena⁵). La question régionale est également abordée à travers la critique de la persistance de la traditionnelle représentation continentale⁶, ou à travers un découpage mobilisant plusieurs acceptions de la notion de « proximité » (proximité kilométrique, historique, linguistique, commerciale..., voir les travaux du Riate⁷).

Un des apports des géographes (mais sans doute faudrait-il investiguer du côté des **sociologues**) est qu'ils s'affranchissent parfois des découpages nationaux pour analyser les relations transnationales à des échelles locales, conduisant à une analyse plus fine des réalités d'une région, soit que leurs travaux portent sur le contact transnational des pays d'une même région (voir les travaux de Nathalie Fau sur les relations transfrontalières en Asie du Sud-Est), soit qu'ils portent sur l'effet centrifuge exercé par différentes influences régionales (voir les travaux de Vladimir Kolossov⁸ sur le territoire russe écartelé entre influence européenne, chinoise et vision régionale néo-soviétique). Dans tous les cas, on voit que la question régionale pose, au fond, la question nationale : celle de la capacité des Etats à se fonder dans un pouvoir plus vaste, celle de la capacité des nations à résister à des réarrangements géographiques pouvant mettre en cause leur unité. Un auteur (politiste) comme Bertrand Badie a lui aussi apporté dans l'étude de la contestation des frontières étatiques sous l'effet de réseaux transnationaux régionaux⁹.

D'une manière générale, l'approche de l'intégration profonde a suscité des coopérations entre économistes et **politistes**. Par rapport à celui des années 1950 et 1960, Hettne et Soderbaum¹⁰ distinguent un « nouveau régionalisme », bien plus ouvert à la mondialisation et surtout bien plus multidimensionnel (politique et sécurité mais aussi échange économique et culturel) et animé par bien d'autres acteurs que les seuls Etats. Au croisement de la science politique et de l'économie, ils insistent sur l'importance des « biens publics » (qualité de l'eau et de l'air, santé...) pour légitimer une régulation internationale régionale, le besoin d'une régulation des relations internationales étant, depuis la montée en puissance d'une globalisation ingouvernable, le plus puissant argument de l'intérêt des intégrations régionales. Dans cet ordre d'idée, il est évident que la *dissymétrie* de ces constructions régionales contemporaines, qui associent souvent des pays de niveau de développement et d'influence politique inégaux, mérite un grand intérêt, que ce soit en matière de normes, d'intérêts économiques ou de contrôle politique voire militaire.

Cette courte note n'a pas la prétention de faire le tour des disciplines qui abordent les intégrations régionales ; ce sera l'objet même du séminaire. Elle ne fait pas non plus le tour de la façon dont les organisations

³ De Lombaerde P., Pietrangeli G., Weeratunge C., 2008, "Systems of Indicators for Monitoring Regional Integration Processes: Where Do We Stand?", *The Integrated Assessment Journal*, Bridging Sciences & Policy, Vol.8, Iss. 2, pp. 39-67

⁴ Taillard Ch., dir., 2004, *Intégrations régionales en Asie orientale*, Les Indes Savantes, Paris.

⁵ Azuelos M., Cosio-Zavala M-E. et Lacroix J-M., dir., 2004, *Intégration dans les Amériques, dix ans d'Alena*, Presses Sorbonne Nouvelle, Paris.

⁶ Voir les travaux de Christian Grataloup notamment, Grataloup Ch., 2009, *L'invention des continents : comment l'Europe a découpé le monde*, Larousse, Paris

⁷ Grasland C. et Didelon C., dir., 2007, « Europe in the World », ESPON, Luxembourg

⁸ Dans Kolossov V., 2005, « Border Studies: Changing Perspectives and Theoretical Approaches », *Geopolitics*, 10:4, il fait une utile revue de la littérature – interdisciplinaire – des *border studies*, en plein renouvellement, notamment sur la Russie.

⁹ voir son analyse de la diaspora chinoise dans la contestation de la géographie stato-nationale est-asiatique, dans Badie, B., 1995, *La fin des territoires*, Fayard, Collection L'Espace du politique, Paris.

¹⁰ Hettne B., Soderbaum, F., 2004, "Regional cooperation. A tool for addressing regional and global challenges", International Task Force on Global Public Goods, chap.5, pp 179-244, URL: <http://www.cris.unu.edu/uploads/media/GlobalTaskForce.pdf>

internationales – institutions publiques, grandes entreprises, ONG – perçoivent et agissent sur les réalités régionales. Il y aurait beaucoup à dire sur la rémanence de la lecture continentale du monde, sur les partis-pris idéologiques (par exemple sur la victoire de la représentation américaine du monde musulman à travers la notion de région « *Middle East & North Africa* » dans les annuaires statistiques internationaux), ou encore sur l'impact des banques régionales de développement (Banque asiatique de développement, Banque islamique de développement, Banque africaine de développement, Banque interaméricaine pour le développement...) dans l'organisation du monde contemporain. Le CIST portant une attention particulière aux interactions entre chercheurs et acteurs du développement territorial, il s'agit d'un aspect que les participants au séminaire devraient avoir en tête.

LES THÉMATIQUES auxquelles nous demandons aux participants de bien vouloir réfléchir sont donc les suivantes (première liste, que nous compléterons ensemble) :

- une thématique de **délimitation** des régions, interrogeant l'importance rémanente de la proximité : le dépassement des frontières nationales, leur fonctionnement à la fois comme charnière et barrière (Jean Gottmann) ; la confrontation entre espace institutionnel (y compris l'action structurante des accords régionaux ou des institutions régionales) / et espace fonctionnel (notamment vu à travers les réseaux d'échanges actuels et du temps long, à travers la diffusion des pollutions, etc.) ;
- une thématique de **contenu du « ressortissement » ou appartenance régionale** : marqueurs culturels d'une région, de l'ordre de l'identité, des valeurs partagées ; « préférences collectives » qui sont à la base d'accords régionaux ; outils institutionnels permettant de réguler ou contrôler une région (la « règle des origines » des produits dans les Accords commerciaux régionaux par exemple, les labels, normes et standards communs...) ;
- une thématique relative aux **interactions entre « Voisins »** : le changement de statut du Voisin dans l'économie de la connaissance, qui devient un partenaire potentiel pour la coproduction de ressources (au lieu d'être le concurrent historique pour l'accès aux ressources rares) ; la diversification des relations internationales de voisinage par des acteurs non étatiques (régionalisations « par le bas »).

LES TERMES que nous vous demandons de préciser, dans les approches et les disciplines qui sont les vôtres, sont les suivants (là aussi il ne s'agit que d'une toute première liste) :

- Région
- Régionalisme (accords institutionnels de type Accords commerciaux régionaux,...)
- Régionalisation (au sens de constitution de régions fonctionnelles, corrélativement à la globalisation)
- Intégration régionale (indicateurs, méthodes ; intégrations superficielle et profonde)
- Coopération régionale (« macro-régions », stratégies régionales, politiques régionales...)
- Voisins et voisinages, etc.

LES RÉGIONS sur lesquelles ces réflexions doivent être appliquées sont nombreuses. Le CIST travaille beaucoup sur la « grande région européenne » (terme sujet à discussion !), mais des analyses sur d'autres régions (Afrique subsaharienne, Asie orientale, Amérique latine...) sont non seulement permises mais demandées, car c'est bien une grille d'analyse d'ensemble que nous souhaiterions bâtir ensemble. **Le colloque du CIST des 27-28 mars 2014** sera une excellente occasion d'avancer sur cette ambition comparative. Enfin, ces régions se conçoivent à des échelles différentes, pourvu qu'il s'agisse bien d'ensembles associant plusieurs pays : région baltique, Asie centrale, Amérique centrale etc.

INTERVENANTS

- Introduction : Nora Marei : « la question de l'intégration régionale vue à travers Gibraltar »
- Pierre Beckouche (géographe) et Jean-Yves Moisseron (économiste): « Comment mesurer l'intégration économique régionale »
- Elsa Lafaye de Micheaux: « Comprendre l'intégration régionale d'Asie du Sud-Est, les avantages respectifs de la géographie et de l'économie »
- Christian Taillard (géographe) : « Le cas de l'Asie du Sud-Est » (titre à confirmer).
- Benjamin Steck (géographe) : « L'intégration ouest-africaine par les transports »
- Yann Richard (géographe) : « Régionalisation, régionalisme, intégration régionale. Les mots et les choses »
- Marie-Louise Pelus Kaplan (historienne) : « La région baltique sous le regard des historiens: les facteurs de régionalisation envisagés dans la longue durée (Moyen Age-Epoque moderne) »

*

➔ **MERCI DE SIGNALER VOTRE PARTICIPATION AU SÉMINAIRE DU 20 SEPTEMBRE À :**

Nora Marei (marei.nora@gmail.com)
Nacima Baron-Yelles (nacima.baron-yelles@laposte.net)
ou Pierre Beckouche (beckouch@univ-paris1.fr)

➔ **VOUS POUVEZ VOUS INSCRIRE À L'AXE « RÉGIONALISATIONS » DU GIS CIST** sur : <http://www.gis-cist.fr/index.php/main-sections/axes-de-recherche/formulaire-d-inscription-aux-axes-de-recherche/>